

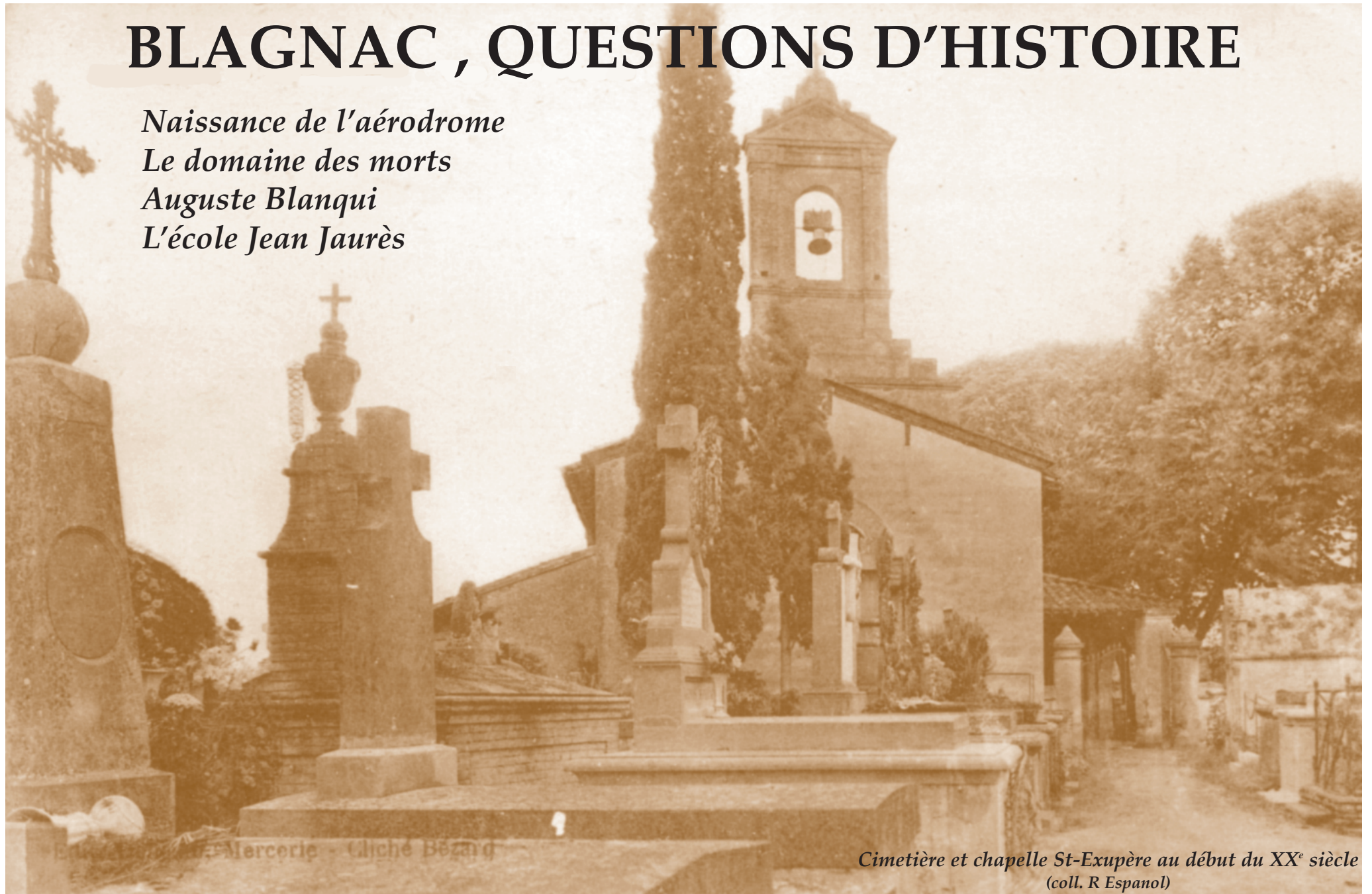
BLAGNAC , QUESTIONS D'HISTOIRE

Naissance de l'aérodrome

Le domaine des morts

Auguste Blanqui

L'école Jean Jaurès



Blagnac - Mercerie - Cliché Bézard

*Cimetière et chapelle St-Exupère au début du XX^e siècle
(coll. R Espanol)*

MAI 68 VU DE SUD-AVIATION À BLAGNAC.

Nous sommes entassés dans le Bureau de Préparation, agglutinés autour d'un petit poste de télé portatif. Je n'ai pas dormi de la nuit. J'étais de permanence au PC, avec des copains de la CGT et de FO. La Direction de Sud-Aviation s'est désengagée de toute responsabilité vis-à-vis des bâtiments, des matériels, ce qu'on appelle chez les ouvriers « l'outil de travail ». Elle a retiré tout le système de gardiennage. Nous avons pris la relève, pour éviter les vols, mais aussi d'hypothétiques provocations. Certains font des rondes. Dans les ateliers et les bureaux occupés, des lits de camp, des matelas pneumatiques. Quelques uns dorment, d'autres jouent aux cartes dans la leur blafarde des globes qui ponctuent les plafonds à perte de vue. L'Hôtel des Globes, comme on l'a surnommé. On ne croyait pas si bien dire !

Je n'ai pas dormi et je n'ai pas sommeil. Je ne sais plus depuis combien de temps je ne suis pas rentré chez moi. Mais j'ai vingt-sept ans, et je ne peux pas me permettre de manquer une Révolution ! Enfin, on s' imagine que c'est une Révolution. En ce moment, la télé diffuse le débat à l'Assemblée Nationale. La Gauche a déposé une motion de censure, et Edgar Pisani intervient. Pisani est un gaulliste historique. Une stature écoutée et respectée. Bel homme. Collier de barbe. Il se tient droit à la tribune, grave. Il explique pourquoi il votera la censure. Malgré la distance, le petit écran, on sent le difficile combat intérieur de cet homme. C'est beau comme une tragédie antique ! Dans le bureau, nous applaudissons, hurlons, tapons sur les tables. Nous vivons l'Histoire en direct !

La sonnerie retentit. De partout, sortant des bâtiments, telles des chenilles processionnaires, des files de grévistes convergent vers la cantine. Le personnel du Comité d'Etablissement, gréviste lui-aussi, a préparé des sandwiches. Nous nous vautrons dans l'herbe autour de la cantine. Il fait beau. Le sandwich avalé, nous nous allongeons dans l'herbe. Le ciel est bleu. On est bien. On est solidaires. Le bruit des barricades n'arrive pas jusqu'à nous, ni les affrontements verbaux de ceux qui négocient, en coulisse. Le soleil est complice. On ne pense plus à rien. On occupe. Plus de chefs. On est chez nous. C'est le printemps !

Pour la plupart d'entre nous, la situation syndicale semble une constante invariable de l'Entreprise. Une CGT à 45%, FO à 26, la CGC (cadres et maîtrise d'atelier) à 9 et la CFDT à 20. A cet état de fait s'ajoute un profond désir d'unité, qui se manifeste

plutôt à la base car, au niveau du comité d'établissement, des tiraillements se sont fait jour au début de l'année. Pourtant, le paysage syndical évolue, dans le sens d'une redistribution des « forces », d'une part, et dans le sens de la relation au patronat et des méthodes de lutte, d'autre part.

Ces changements qui ne sont pas des bouleversements passent inaperçus pour le simple observateur. Pourtant, la CGT, qui a profité de conditions particulièrement favorables à la Libération et dans la nomination d'un ministre communiste, Charles Tillon, au ministère de l'Air, voit son hégémonie battue en brèche, puisqu'on la trouve donc à 45% en mai 68 alors qu'elle était à près de 57% en 1960. La CFDT, qui vient de renoncer à la référence chrétienne dans son action, profite, surtout chez les ouvriers, de cette baisse de la CGT puisqu'elle gagne plus de 10% sur la même période. Elle attire des militants qui contestent à la fois le capitalisme, mais pas dans la tradition communiste, et le « réformisme socialisant » de Force Ouvrière. Quelques dirigeants de la CFDT militent aussi au jeune PSU de Michel Rocard. Force Ouvrière est très attachée à la tradition anti-communiste et anti-cléricale de la vieille SFIO et du radical-socialisme ; elle a été renforcée par la venue de réfugiés espagnols socialistes, issus de familles ayant fui l'Espagne franquiste. Mais, de 1960 à 1968, Force Ouvrière ne progresse que de 2%. La CGC, quant à elle, de par sa composition sociologique, se situerait plutôt dans une Droite modérée. Elle n'a pas, comme la CGT et la CFDT, un « projet de société » et se comporte plutôt comme un syndicat catégoriel.

Ce qui évolue aussi, de manière significative, c'est le découpage en catégories socio-professionnelles. L'aéronautique a été une industrie portée par une majorité d'ouvriers qualifiés ou très qualifiés. En 1967, par exemple, on observe encore une répartition atypique des compétences ouvrières, puisque on compte seulement 14 manœuvres, 330 OS (ouvrier spécialisé), 1200 P1 (professionnel), 814 P2 et 1186 P3, alors que dans la plupart des industries, il y a une forte base de manœuvres et une hiérarchie pyramidale. Mais les mutations technologiques vont très rapidement bouleverser ce schéma, avec une montée en puissance des « blouses blanches » et des « cols blancs ».

Une autre spécificité est la présence, à Blagnac, d'un gros Bureau d'Etudes. Au début des années 1950, la SNCASE (Société Nationale de Constructions Aéronautiques du Sud-Est) avait programmé la fermeture de ce Bureau d'Etudes. Il s'en était suivi un conflit important, et le maintien du BE. Heureuse conclusion qui a permis la construction du SE



Affiche de l'époque
(format réduit)

Nous sommes entassés dans le Bureau de Préparation, agglutinés autour d'un petit poste de télé portatif. Je n'ai pas dormi de la nuit. J'étais de permanence au PC, avec des copains de la CGT et de FO. La Direction de Sud-Aviation s'est désengagée de toute responsabilité vis-à-vis des bâtiments, des matériels, ce qu'on appelle chez les ouvriers « l'outil de travail ». Elle a retiré tout le système de gardiennage. Nous avons pris la relève, pour éviter les vols, mais aussi d'hypothétiques provocations. Certains font des rondes. Dans les ateliers et les bureaux occupés, des lits de camp, des matelas pneumatiques. Quelques uns dorment, d'autres jouent aux cartes dans la lueur blafarde des globes qui ponctuent les plafonds à perte de vue. L'Hôtel des Globes, comme on l'a surnommé. On ne croyait pas si bien dire !

Je n'ai pas dormi et je n'ai pas sommeil. Je ne sais plus depuis combien de temps je ne suis pas rentré chez moi. Mais j'ai vingt-sept ans, et je ne peux pas me permettre de manquer une Révolution ! Enfin, on s'imagine que c'est une Révolution. En ce moment, la télé diffuse le débat à l'Assemblée Nationale. La Gauche a déposé une motion de censure, et Edgar Pisani intervient. Pisani est un gaulliste historique. Une stature écoutée et respectée. Bel homme. Collier de barbe. Il se tient droit à la tribune, grave. Il explique pourquoi il votera la censure. Malgré la distance, le petit écran, on sent le difficile combat intérieur de cet homme. C'est beau comme une tragédie antique ! Dans le bureau, nous applaudissons, hurlons, tapons sur les tables. Nous vivons l'Histoire en direct !

La sonnerie retentit. De partout, sortant des bâtiments, telles des chenilles processionnaires, des files de grévistes convergent vers la cantine. Le personnel du Comité d'Etablissement, gréviste lui-aussi, a préparé des sandwiches. Nous nous vautrons dans l'herbe autour de la cantine. Il fait beau. Le sandwich avalé, nous nous allongeons dans l'herbe. Le ciel est bleu. On est bien. On est solidaires. Le bruit des barricades n'arrive pas jusqu'à nous, ni les affrontements verbaux de ceux qui négocient, en coulisse. Le soleil est complice. On ne pense plus à rien. On occupe. Plus de chefs. On est chez nous. C'est le printemps !

Pour la plupart d'entre nous, la situation syndicale semble une constante invariable de l'Entreprise. Une CGT à 45%, FO à 26, la CGC (cadres et maîtrise d'atelier) à 9 et la CFDT à 20. A cet état de fait s'ajoute un profond désir d'unité, qui se manifeste plutôt à la base car, au niveau du comité d'établissement, des tiraillements se sont fait jour au début de l'année. Pourtant, le paysage syndical évolue, dans le sens d'une redistribution des « forces », d'une part, et dans le sens de la relation au patronat et des méthodes de lutte, d'autre part.

Ces changements qui ne sont pas des bouleversements passent inaperçus pour le sim-

ple observateur. Pourtant, la CGT, qui a profité de conditions particulièrement favorables à la Libération et dans la nomination d'un ministre communiste, Charles Tillon, au ministère de l'Air, voit son hégémonie battue en brèche, puisqu'on la trouve donc à 45% en mai 68 alors qu'elle était à près de 57% en 1960. La CFDT, qui vient de renoncer à la référence chrétienne dans son action, profite, surtout chez les ouvriers, de cette baisse de la CGT puisqu'elle gagne plus de 10% sur la même période. Elle attire des militants qui contestent à la fois le capitalisme, mais pas dans la tradition communiste, et le « réformisme socialisant » de Force Ouvrière. Quelques dirigeants de la CFDT militent aussi au jeune PSU de Michel Rocard. Force Ouvrière est très attachée à la tradition anti-communiste et anti-cléricale de la vieille SFIO et du radical-socialisme ; elle a été renforcée par la venue de réfugiés espagnols socialistes, issus de familles ayant fui l'Espagne franquiste. Mais, de 1960 à 1968, Force Ouvrière ne progresse que de 2%. La CGC, quant à elle, de par sa composition sociologique, se situerait plutôt dans une Droite modérée. Elle n'a pas, comme la CGT et la CFDT, un « projet de société » et se comporte plutôt comme un syndicat catégoriel.

Ce qui évolue aussi, de manière significative, c'est le découpage en catégories socio-professionnelles. L'aéronautique a été une industrie portée par une majorité d'ouvriers qualifiés ou très qualifiés. En 1967, par exemple, on observe encore une répartition atypique des compétences ouvrières, puisque on compte seulement 14 manœuvres, 330 OS (ouvrier spécialisé), 1200 P1 (professionnel), 814 P2 et 1186 P3, alors que dans la plupart des industries, il y a une forte base de manœuvres et une hiérarchie pyramidale. Mais les mutations technologiques vont très rapidement bouleverser ce schéma, avec une montée en puissance des « blouses blanches » et des « cols blancs ».

Une autre spécificité est la présence, à Blagnac, d'un gros Bureau d'Etudes. Au début des années 1950, la SNCASE (Société Nationale de Constructions Aéronautiques du Sud-Est) avait programmé la fermeture de ce Bureau d'Etudes. Il s'en était suivi un conflit important, et le maintien du BE. Heureuse conclusion qui a permis la construction du SE 210 Caravelle, premier grand succès commercial de l'aviation française. Depuis 1962, le Bureau d'Etudes, tout en assurant la définition de versions plus élaborées des Caravelles, a entrepris les études du supersonique Concorde et, en 1968, un groupe Avant-projet vient juste de « rendre sa copie » sur ce qui deviendra l'Airbus.

Quand débute ce qu'on appelle le mouvement de Mai 68, il règne une certaine inquiétude au sujet de la situation de l'entreprise. Caravelle est en fin de potentiel, le programme Concorde est en pleine incertitude ; quant à l'Airbus, son horizon semble bouché, à tel

point que le PDG de l'époque, Maurice Papon, dans une note interne, appelle à reporter les efforts sur le seul Concorde. Le programme Airbus sera poursuivi sans réel financement par de petites équipes (on disait à l'époque en « perruque », terme du milieu ouvrier qui désigne un travail exécuté dans l'entreprise à des fins personnelles).

A Toulouse, le mécontentement est certain, alimenté par la baisse des horaires de travail, donc des rémunérations, et de menaces de déplacements vers d'autres usines de la société. Le 13 mai, une grande manifestation nationale a lieu à Paris. Le 14 mai, l'usine de Sud-Aviation Nantes-Bouguenais est occupée et la direction séquestrée (les syndicats n'aiment pas ce terme). A partir du 15, La Courneuve est en grève, Suresnes, Saint-Nazaire et Marignane sont occupées ; Courbevoie va suivre.

La situation toulousaine est plus complexe. La CGT et la CFDT ne sont pas hostiles à un mouvement, mais s'interrogent sur la possibilité d'un mouvement prolongé, car l'unité syndicale n'est pas au mieux à ce moment là. Car, entre temps, en juillet 1967 très exactement, a été signé un « accord-société » par tous les syndicats. Une commission a été mise en place, mais n'y figurent pas des représentants de la CGT. La machine a du mal à se mettre en branle, et n'empêche pas un conflit en janvier 68. Quoi qu'il en soit, cet accord inaugure de nouvelles relations sociales et prélude à ce qu'on a appelé la « Nouvelle Société » voulue par le premier Ministre Jacques Chaban-Delmas à partir de 1969.

A Toulouse, donc, FO et la CGC ne se voient pas lancer un mouvement « dur ». FO est plutôt favorable à réunir la commission de l'accord-société. Bien entendu, ces réticences pèsent dans la prise de décision. Le 15, les syndicats toulousains unanimes demandent à leurs organisations parisiennes respectives de provoquer une rencontre avec le PDG de Sud-Aviation, Maurice Papon. Cette demande est acceptée par la direction générale, qui la fixe au 20, dans le cadre de l'accord-société. On peut donc dire qu'à ce moment là, contrairement aux autres usines de la société, l'ordre du jour n'est pas à l'occupation.

Les occupations d'usines faisant boule de neige en France, une réunion intersyndicale tenue à la Bourse du Travail de Toulouse adopte le principe de consulter le personnel. Décision difficile à prendre, d'autant qu'il y a en perspective la rencontre du 20 avec le PDG ! Finalement, il est décidé d'une consultation sur le principe d'une grève à durée illimitée avec occupation le lundi 20, justement. La minorité se ralliera à la majorité.

Lundi 20. J'arrive au bureau, situé à l'extrémité de l'usine de Blagnac, dans un ancien atelier sommairement transformé. Il règne une atmosphère étrange. Le chef est assis d'une fesse sur son

bureau ; les autres, debout, vont et viennent. Sonne huit heures. Le chef nous informe qu'il va y avoir une assemblée générale dans le « Hall Prototype », que nous sera posée la question d'occuper ou pas l'usine, que c'est la première issue qui l'emportera. Que nous devons tout ranger dans notre environnement de travail de façon à reprendre immédiatement lorsque le mouvement sera terminé.



Affiche de l'époque (format réduit)

Après avoir rangé, nous gagnons le « Hall Proto », un vieux et immense bâtiment dont le sol est fait de cubes de bois mis « en bout », un peu comme les tables de découpe des bouchers. C'est, dit la légende, pour que les pièces qui tombent accidentellement par terre, ne s'abîment pas. Avec le temps, il manque des pavés, le sol est irrégulier et d'une noirceur qu'on imagine. La foule afflue. Nous nous tassons de plus en plus au fur et à mesure des vagues et, bientôt, le hall est plein. Alors, les délégués prennent la parole. A cette époque, c'est encore la tradition des tribuns, et certains orateurs savent faire vibrer la foule. De toutes façons, dans cette mer humaine, qui oserait porter la contradiction ?

Puis, on vote. La décision d'occuper est prise. Nous nous dispersons pendant que se met en place l'appareil syndical qui va faire vivre l'usine pendant plusieurs semaines.

Contrairement à ce dont je me souvenais, ce vote n'a pas eu lieu dans un envol de bras unanimes et de poings levés, mais à bulletins secrets. Le oui à l'occupation est net, mais pas massif. D'après les chiffres retrouvés par P. Chaskiel, on voit qu'à Saint-Martin, spécialisée dans l'assemblage, donc à majorité ouvrière, le oui recueille 57% des voix. A Saint-Eloi (pièces primaires), également à majorité ouvrière, le oui monte à 66% tandis qu'à Blagnac, fief des « blouses blanches » réputées moins pugnaces, il atteint quand même 64,4%. Globalement, on est en retrait par rapport à Latécoère 82% et Bréguet-Aviation (Dassault), 77%. On peut expliquer ceci par le fait qu'il y a à Sud-Aviation une forte proportion de cadres, qui d'ailleurs se retirent en partie du mouvement dès le 21.

La direction générale, arguant de la sécurité et de l'outil de travail, se désengage de toute responsabilité. Elle retire le système de gardiennage et demande aux syndicats de nommer des responsables par établissement, ou point sensible.

Il est donc formé un comité de grève, qui va assurer la vie quotidienne de l'usine. Les travailleurs se rendent comme d'habitude à leurs ateliers et bureaux, mais, en plus, par

rotation, il y a occupation nocturne. A quelques incidents près, on ne peut pas dire qu'il y a eu des provocations sérieuses, ni de casse. Le but de l'occupation était aussi de mobiliser le personnel. A l'exception des cadres (mais certains cadres sont grévistes), il y a eu très peu de « défaillances ». D'ailleurs, un état du personnel est dressé chaque matin et servira, à la reprise, à rémunérer les grévistes présents dans le cadre de l'accord conclusif. Des facilités sont accordées au directeur des usines de Toulouse et à quatre cadres supérieurs d'aller et venir à leur guise, puis à un nombre limité de compagnons (ainsi appelle-t-on les ouvriers) d'effectuer des opérations de maintenance indispensables sur Concorde.

L'unité syndicale tient bon. Les cadres grévistes revendiquent d'être consultés sur la marche du Bureau d'Etudes. Même si l'autogestion chère à la CFDT n'est pas à l'ordre du jour, un certain nombre de revendications vont dans ce sens.

Le rejet du protocole de Grenelle par Renault le 27 mai n'a pas d'incidence particulière à Sud-Aviation Toulouse. Mais les syndicats sont conscients que l'on n'occupera pas indéfiniment les usines, notamment au vu d'une baisse des effectifs occupants. Avec l'annonce de la dissolution de l'Assemblée Nationale, il devient urgent de négocier.

Bien évidemment, chaque syndicat a son « catalogue » de revendications, quantitatives pour certains, plus qualitatives pour d'autres. Les dernières propositions de la direction générale sont, en gros : salaire plancher porté à 750F sur la base de 40 heures, soit +34%, augmentation générale de 8% s'ajoutant aux 2% prévus par l'accord-société de 1967, majoration des primes d'ancienneté, crédit pour les augmentations individuelles semestrielles porté à 1,5% de la masse salariale, accroissement de certaines primes, paiement à 50% des jours de grève, sans récupération. Est adopté le principe d'une réduction du temps de travail, et la généralisation des pré-retraites. Pour les syndicats, nouvelles libertés, attribution d'un local, crédit d'heures, affichage, diffusion de la presse, droit de réunion sur les lieux de travail.

Le 9 juin, est décidé intersyndicalement une consultation du personnel sur la reprise du travail. En fait, les syndicats sont partagés sur l'appréciation des avancées obtenues. Seule, la CGT est ouvertement favorable à la reprise du travail. Le 10 juin, en l'absence explicite de consignes du comité de grève, la reprise est votée, là encore nettement, mais pas massivement.

On peut discuter longuement sur les résultats de ce mouvement. Les augmentations salariales, notamment, ont été « récupérées » au fil du temps. Il n'en demeure pas moins que, depuis longtemps renvoyée aux calendes grecques, la diminution du temps de travail s'est trouvée concrétisée, et que des droits nouveaux pour les syndicats ont émergé, droits améliorés plus tard par les « lois Auroux ».

Ce qui a changé aussi, c'est que la stratégie de « luttes frontales » a trouvé ses limites. Pour ce qui concerne Sud-Aviation Toulouse, l'après-Mai 68 a vu le patronat essayer de marginaliser la CGT et la CFDT, notamment à la faveur de la « Nouvelle Société » évoquée plus haut. En 1972, le comité d'établissement, géré par une alliance CGT-CFDT avec parfois d'autres syndicats, a « basculé » au profit d'une entente exclusive entre FO et la CGC, rejoints plus tard par la CFTC (syndicat constitué de militants de l'ancienne CFTC n'ayant pas accepté la « laïcisation et le nouveau sigle CFDT). Mais ceci, est une autre histoire...

Lucien Gratté

BIBLIOGRAPHIE.

BAGHI, Pierre (1995) : L'histoire du mouvement ouvrier en Haute-Garonne. VO Editions/Institut CGT d'histoire sociale, Paris.

CHASKIEL, Patrick (2003) : Le décollage tardif des travailleurs du Concorde. Les grèves de mai-juin 1968, à Sud-Aviation Toulouse. Travail dans le cadre de l'Université Paul Sabatier-Toulouse III, CTPS/LERASS.

CHASKIEL, Patrick (2002) : Une entreprise dans la Nouvelle Société. L'Aérospatiale Toulousaine, 1969-1972. Travail dans le cadre de l'Université Paul Sabatier-Toulouse III, CTPS/LERASS.

GRATTE, Lucien (2003) : Les tam tam de la colère. Blagnac, Questions d'Histoire, n° 25, mai 2003.

LE MADEC, François (1988) : L'aubépine de Mai, chronique d'une usine occupée. Sud-Aviation Nantes 1968. Nantes, CDMOT.

Sur Mai 68 lui-même, nombreux sites sur internet.

QUELQUES CLÉS POUR COMPRENDRE MAI 68.

Le mouvement de « Mai 68 » est caractérisé par la présence de deux mouvements, étudiant et ouvrier, qui se déroulent en parallèle sans jamais se rejoindre, à quelques exceptions locales près. Pour ce qui concerne les étudiants, il a une forte connotation parisienne, mais la province n'y a pas échappé. Par contre, du fait de l'implantation des entreprises, notamment les grandes, il est au moins autant parisien que provincial.

8 janvier. Inauguration de la piscine à la Fac de Nanterre par F. Missoffe, ministre de la Jeunesse et des Sports. Il est pris à partie par des étudiants.

26 janvier. A Caen, violents incidents entre les grévistes de la SAVIEM et les forces de l'ordre. Bagarre à Nanterre.

24 février. Déclaration politique sociale commune PCF-FGDS (Parti Communiste Français et Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste ; ce dernier parti sera plus tard une des composantes du Parti Socialiste).

22 mars. Incidents à Nanterre. Occupation de la tour administrative. Création par des anarchistes du Mouvement du 22 mars.

28 mars. Suspension des cours à Nanterre jusqu'au 1^{er} avril.

25 avril. Le député communiste Pierre Juquin est expulsé du campus de Nanterre par les gauchistes pro-chinois.

1^{er} mai. Défilé CGT (syndicat), PC (Parti Communiste), PSU (Parti Socialiste Unifié de Michel Rocard), de la République à la Bastille, à Paris. Naissance du journal gauchiste « La Cause du Peuple ».

2 mai. Georges Pompidou, premier Ministre, entame un voyage en Iran et en Afghanistan. Incidents à Nanterre. Les cours sont suspendus.

3 mai. Meeting à la Sorbonne. Georges Marchais, premier secrétaire du PC, fustige dans l'Humanité « ... l'anarchiste allemand Cohn-Bendit... et les révolutionnaires fils de grands bourgeois... qui rapidement mettront en veilleuse leur flamme révolutionnaire pour aller diriger l'entreprise de papa et y exploiter les travailleurs... » Evacuation de la Sorbonne par la police. Manifestation au Quartier Latin, incidents, près de 600 interpellations.

4 mai. Condamnation de personnes appréhendées la veille. Appel à

la grève illimitée de l'UNEF et du SNEsup (syndicats de l'enseignement). Suspension des cours à la Sorbonne.

6 mai. Comparution de Cohn-Bendit et d'étudiants nanterrois devant la commission disciplinaire. Premières barricades. Plus de 400 arrestations.

7 mai. Manifestation de Denfert-Rochereau à l'Etoile.

10 mai. Nuit d'émeutes au Quartier Latin où 60 barricades sont dressées. Intervention de la police à deux heures du matin.

11 mai. La CGT, la CFDT et la FEN appellent à la grève générale pour le 13. Retour de Georges Pompidou d'Afghanistan.

13 mai. La Sorbonne est réouverte et aussitôt occupée. Manifestation syndicale de la gare de l'Est à Denfert-Rochereau.

14 mai. Départ de De Gaulle, président de la République, pour la Roumanie. Dépôt d'une motion de censure à l'Assemblée nationale par le PCF et la FGDS.

15 mai. Occupation de l'Odéon (théâtre) et de l'usine Renault à Cléon.

16 mai. Le mouvement de grève s'étend dans les entreprises.

18 mai. Retour du général De Gaulle. La paralysie économique gagne l'ensemble du pays.

22 mai. La motion de censure déposée par la Gauche est rejetée. Création du CDR (Comité de défense de la république), d'obédience gaulliste. Les syndicats se déclarent prêts à négocier.

24 mai. Nouvelle nuit des barricades. De Gaulle annonce un référendum sur la Participation pour juin. La Bourse est incendiée. A Lyon, un commissaire de police est tué par un camion lancé par des manifestants.

25 mai. Début des négociations gouvernement/syndicats, rue de Grenelle.

27 mai. Protocole d'accord dit « de Grenelle » entre les partenaires sociaux (augmentation du SMIG et des salaires, réduction des horaires, abaissement de l'âge de la retraite). Présenté aux ouvriers de Renault à Boulogne-Billancourt, il est rejeté.

28 mai. François Mitterrand annonce sa candidature en cas de vacance du pouvoir.

29 mai. De Gaulle disparaît pendant quelques heures. Il est allé à Baden-Baden rencontrer le général Massu, qui lui a assuré le soutien de l'Armée. Pierre Mendès France se déclare prêt à former un « gouvernement de gestion ».

30 mai. De Gaulle annonce la dissolution de l'Assemblée. Une manifestation au chef de l'Etat réunit un million de personnes.

31 mai. Remaniement ministériel. Manifestations de soutien au général de Gaulle en province.

Pour les historiens de Mai 68, l'Histoire s'achève là. C'est vrai qu'après quelques mouvements de valse-hésitation, les syndicats acceptent les propositions du patronat, et que les usines se remettent en marche assez vite, malgré quelques « foyers de résistance » qui persisteront jusqu'au début de juillet. Les élections législatives verront une majorité de Droite renforcée à l'Assemblée. Contre la « chienlit », expression pittoresque du général de Gaulle désignant indifféremment tout ce qui ne marche pas dans le droit chemin, la « majorité silencieuse » a gagné. Cependant, en filigrane, c'est le début pour la France d'une vaste mutation sociologique.

Les quelques événements évoqués plus haut montrent trois choses. La première, c'est que le pouvoir gaulliste n'a pris que tardivement l'importance des enjeux, puisqu'on voit Pompidou puis de Gaulle en voyage à l'Etranger alors qu'il y a « le feu à la maison ».

La deuxième, c'est que la Gauche n'est pas en mesure d'assurer un relais politique à ce mouvement de contestation populaire qui reste sans doute le plus important que la France ait connu. A part quelques bons mots de Mitterrand, qui ne dispose pas d'un appareil politique de poids, et du recours à Mendès France, issu de la Quatrième République, l'horizon est bouché pour la Gauche, en témoignent les législatives qui suivent.

La troisième, c'est que les syndicats ouvriers, dans leur ensemble, n'entendent pas remettre en cause l'ordre politique du pays. Si les occupations d'usines de 1936 sont issues de l'arrivée au pouvoir du gouvernement de Front Populaire, les occupations de 1968 n'ont pas pour objet de mettre en place un gouvernement de Gauche. Il faut bien reconnaître que le mouvement ouvrier a « pris le train en marche », dans la foulée de l'agitation estudiantine, et que les vacances de juillet/août étaient une véritable date butoir, au delà de laquelle un mouvement « dur » n'aurait pas redémarré.